

Roumanie

*Les « vases communicants »
du changement :
de la nécessité d'une
réforme des partis*

Adrian Severin*

** Député européen roumain,
directeur coordonnateur de
l'Institut Ovidiu Sincai,
vice-président du PSE*

C'est une « bizarrerie » de la politique roumaine d'aujourd'hui : il existe un déséquilibre paradoxal et important entre le poids des partis et le rôle social que l'électorat a souhaité leur attribuer.

Les élections présidentielles du 6 décembre 2009 ont été remportées par le président sortant Traian Basescu, qui bénéficie de 50,33 % des voix au deuxième tour, après avoir obtenu 32,44 % au premier tour. Il était soutenu par le Parti Démocrate Libéral (PD-L), un ex-parti social-démocrate devenu conservateur quatre ans auparavant – c'est une des surprises de la démocratie « originale » roumaine – et qui était aussi le principal parti au gouvernement.

Au deuxième tour des présidentielles, le président Basescu a battu Mircea Geoana, qui a obtenu 49,67 % des voix (31,15 % au premier tour). Mircea Geoana est le président du Sénat ; il dirige le Parti Social-démocrate (PSD), seul représentant significatif de la gauche en Roumanie. De décembre 2008 à octobre 2009, le PSD était le second parti du gouvernement.

Lors de cette élection, Mircea Geoana a été également soutenu au deuxième tour par Crin Antonescu, président du Parti National Libéral (PNL, parti libéral de centre-droit, affilié au ELDR), qui avait obtenu 20,02 % des voix au premier tour.

Ces deux candidats bénéficiaient ensemble d'une majorité parlementaire avec le petit parti de la minorité hongroise (une majorité qui n'aurait été obtenue que de justesse sans ce dernier) ; ils ont proposé de concert Klaus Johannis, maire de Sibiu et président du parti de la minorité allemande, au poste de Premier ministre. C'est en effet le président qui nomme le Premier ministre mais il ne peut dissoudre le parlement qu'après deux votes de confiance négatifs.



Roumanie

La victoire est revenue de justesse au président sortant, qui a demandé encore une fois au Premier ministre – également sortant – Emil Boc, président du PD-L, de constituer le nouveau gouvernement.

Bénéficiant de l'appui du parti hongrois et des quelques sénateurs et députés sociaux-démocrates et libéraux qui avait constitué un groupe d'« indépendants », Emil Boc a réussi à former une majorité et le nouveau gouvernement a été investi.

Le PD-L est devenu ainsi le principal parti de gouvernement alors même qu'il avait été conçu comme une sorte de parti « charnière » – un parti de la minorité utile pour compléter la majorité.

De son côté, considéré comme un parti secondaire, le PNL était devenu de fait, pendant une certaine période (2004-2008), le principal acteur du gouvernement pour s'ériger par la suite comme le principal acteur de l'opposition (du moins en ce qui concerne le dynamisme et la dimension stratégique).

Au contraire, considéré à juste titre comme un parti de premier rang, le Parti Social-démocrate (PSD) s'est retrouvé de fait la deuxième force politique au sein du gouvernement puis la deuxième force de l'opposition.

Il en résulte donc que tous les principaux partis ont eu et continuent à avoir un statut politique, un rôle qui se situe au-delà ou au-dessous de leur niveau d'organisation réel, de leur poids historique, de leurs capacités à gouverner et à gérer.

Par ailleurs, dans une société où la politique est fortement personnalisée et où, faute de culture politique, la dimension charismatique du leader a occupé l'espace théoriquement réservé au positionnement politique et programmatique, le déséquilibre du rapport entre un parti et un leader a aussi affecté le rapport entre le parti et sa fonction dans la société.

Le PD-L est un parti sans leader – le président du pays ne peut en effet pas formellement être membre d'un parti politique – constituant en quelque sorte la « salle d'attente des votants fascinés par Traian Basescu » ! En fonctionnant comme une force présidentielle de choc, chargé de dénoncer le plus souvent un gouvernement d'une autre couleur politique ou les autres forces qui « gêneraient la réforme réelle du pays », il se comporte donc pratiquement, quelque soit son poids réel, comme un parti en quelque sorte « prédestiné » à prendre la charge d'un gouvernement réel dans les moments de crise ou de vide politique.

Le PSD, qui avait un candidat, s'est pourtant retrouvé finalement sans véritable leader politique au moment de la campagne. Incapable de devenir le dirigeant d'un parti national, Mircea Geoana – n'oublions pas qu'il a été élu pour détrôner Ion Iliescu et



Roumanie

non pas pour diriger le parti – s'est petit à petit transformé en « médiateur principal » d'une confédération de partis locaux sans grands liens entre eux.

En conséquence, même s'il représente pourtant un électorat très important, le PSD n'a pas réussi lors de cette élection à promouvoir une stratégie nationale « unifiante » et s'est en fait satisfait d'un rôle tactique secondaire conforme au plus petit dénominateur commun aux intérêts locaux.

Enfin, en profitant de la rivalité entre des leaders sans parti et des partis sans leader, le PNL, un petit parti avec – au maximum – deux leaders, s'est malgré tout constitué comme une « élite » sans un électorat significatif mais qui a quand même obtenu la direction du gouvernement (2004-2008), ainsi qu'un statut dominant dans l'opposition ! N'oublions pas que c'était Crin Antonescu qui était donné deuxième dans les sondages avant octobre 2008 et qui a proposé Klaus Johannis comme Premier ministre, proposition acceptée par Mircea Geoana.

Ce déséquilibre structurel entre le poids réel et la place politique généralisé à tous les partis entraîne une instabilité pour chacun d'entre eux, et du coup pour l'ensemble de la vie politique du pays. Cette situation a provoqué un sentiment de plus en plus répandu qu'il y a un besoin urgent de réforme interne, au moins du point de vue structurel, afin de rétablir l'équilibre entre apparence et essence, entre devoir et capacité.

La situation post-électorale est en effet très complexe et peut être dangereuse à terme. Cette forme de « nervosité post-électorale » ne caractérise pas seulement ceux qui ont perdu mais aussi ceux qui ont gagné (le PD-L), parce que leur place politique est en fait au-dessus de leurs capacités à gouverner, qui ne se manifeste que par les actions de quelques maires de grands villes certes compétents, quelques « jolies dames » et quelques « intellectuels » un peu hystériques. Aussi la vision post-Basescu n'est-elle pas claire, alors que par ailleurs Emil Boc ne semble être de fait que l'homme de paille du président.

Les changements internes absolument nécessaires et évoqués pour réformer la politique roumaine entraîneraient bien sûr des changements dans les rapports de pouvoir entre les partis, alors que la situation actuelle satisfait les leaders actuels... C'est pourquoi on peut constater « l'unité trans-partisane » des groupes « conservateurs » : dans les conditions actuelles, le changement au sein d'un parti va accélérer les changements dans les autres. Ces groupes qui « freinent » le changement rassemblent en effet ceux qui ont peur d'y perdre de leur influence ou ceux qui n'ont pas encore réussi à en quelque sorte « amortir l'investissement » qu'ils avaient placé dans les leaders actuels !



Roumanie

Le premier qui devrait être intéressé par une réelle réforme, puisqu'elle lui serait bénéfique, est le perdant stratégique, le PSD.

Animé par une véritable direction, libéré du « boulet » de l'image d'un perdant chronique, le PSD pourrait redevenir un vrai parti national retrouvant une identité idéologique convaincante, capable de rétablir un contrat de confiance avec les électeurs et de négocier du coup efficacement avec le pouvoir.

Dans ces conditions, les places centrales du PD-L au gouvernement et du PNL dans l'opposition pourraient être menacées. Le PD-L devrait considérer le PSD comme un opposant fort qui pourrait contester réellement des mesures impopulaires imposées par la vision du pouvoir actuel sur la crise et qui pourrait se targuer d'être à terme le gagnant politique sur une ligne claire. Le PNL, quant à lui, perdrait son aura d'opposition totale à Traian Basescu qu'il avait gagnée après 2008 et se retrouverait dans le sillage du PSD.

Pour éviter cette menace, le PD-L devra devenir un vrai parti et s'émanciper en construisant une base de pouvoir autonome par rapport à Traian Basescu ; le PNL quant à lui devra transformer son « individualisme destructeur » en une pratique de solidarité vis-à-vis des intérêts généraux et individuels au sein de l'ensemble de la population et n'être pas seulement au service de quelques élites intellectuelles de droite.

Bien sûr, ceux qui à l'extérieur comme à l'intérieur seront affectés par ces réformes politiques et démocratiques indispensables préféreront toujours un PSD provincial, simple fédérateur de ses baronnies locales, et, de ce fait, fragmenté, vulnérable et même « hystérisé » et donc inefficace dans l'opposition.

Celui qui se trouverait face à une alternative mais en même temps à un dilemme réel est le vainqueur stratégique, Traian Basescu.

Celui-ci devra – à mon sens – choisir entre une domination confortable, mais non constructive à terme, d'un PSD faible et la protection d'un niveau de popularité politique significatif et pérenne grâce à un PD-L qui se serait transformé en un vrai parti réformé.

Cependant, le dilemme auquel est confronté le PD-L est de préserver son électorat centriste et anti-communiste, tout en étant en même temps conscient d'autres enjeux et valeurs politiques, alors qu'il doit appliquer des mesures dures contre la crise (qui vont augmenter le nombre des chômeurs de 40 % d'après le FMI) et donc assumer son identité de droite, mais qui a été aussi définie haut et fort – surtout en période électorale – comme « populaire » !



Roumanie

Si le PD-L se réforme, cela devrait affaiblir les adeptes de la continuité dans le PSD, ceux qui veulent que « rien ne bouge », car en effet, malgré les résistances, le changement politique en Roumanie se diffuse maintenant par « vases communicants ». Ce serait donc d'une ironie absolue que la réussite des partisans de la réforme au sein du PSD puissent dépendre maintenant de l'action de Traian Basescu pour son propre camp !